

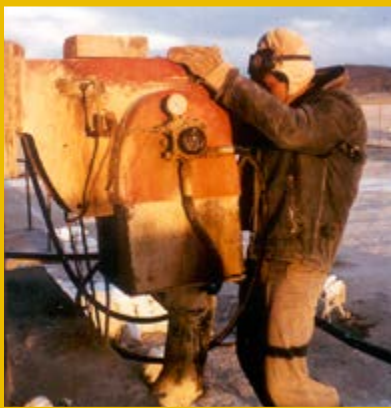
terre

Trimestriel
HIVER 2018
n° 163



PB- PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Entreprendre autrement au Nord et au Sud



De sa naissance à aujourd'hui...
le parcours d'Autre Terre

Ed. Resp.: Vincent Oury, Autre Terre asbl, 4^e avenue 45, 4040 Herstal - Bureau de dépôt: NSC Diege, X - P.50-1015

terre

Coordination et secrétariat de rédaction :

Geneviève Godard et Elise Vendy

Comité de rédaction :

Cinzia Carta, Daniel D'Ambrosio,
Geneviève Godard, Annabelle Gueguen,
Claudia Marongiu, Benoît Naveau,
Vincent Oury et Elise Vendy

Ont collaboré à ce numéro

Godefroid Bodeüs, José Constant, Raphaël
Ernst, Dominique Evrard, David Gabriel,
Quentier Mortier, Salvatore Vetro

Illustration de couverture :

C1 : Le groupe Terre
C4 : Kabataan PL

Graphisme : www.davidcauwe.be

Impression : Kliëmo S.A.

Imprimé à 5.200 exemplaires sur papier
issu de forêts gérées durablement (FSC)

Terre est une publication du groupe Terre. Des auteurs d'horizons divers s'expriment sur des thèmes liés à l'économie sociale et solidaire. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Toute reproduction, même partielle, des textes et illustrations parus dans le journal **Terre** est encouragée, mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright.

Rédaction :

Rue de Milmort, 690
4040 Herstal – Belgique
T. : +32 4 240 58 58
F. : +32 4 228 07 50
E. : info@terre.be

W. : www.terre.be

www.facebook.com/GroupeTerre

N° de compte :

IBAN — BE53 0962 2 418 9653



Cette publication est soutenue par :



Les opinions qui sont exprimées par notre organisation ne représentent pas nécessairement celles de l'état belge et n'engagent pas celui-ci.

3

ÉDITO

4

DOSSIER

De sa naissance à aujourd'hui... le parcours d'Autre Terre

On était de bonne volonté



6

Les projets Bolivie et Pérou

8

La naissance et le développement du partenariat



11

D'une coopération « pour » à une coopération « par »... L'exemple d'Assador à Tessalit



13

Autre Terre ? On ne l'a pas vue grandir !



16

Et pour la suite ?

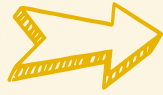
18

Hommage à Ben Ramos, avocat et défenseur des Droits de l'Homme

19

Brèves

Édito



1960

Ami lecteur,

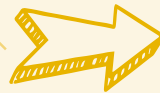
Vous tenez dans vos mains la dernière édition du Journal TERRE tel que vous le connaissez. En effet, Autre Terre et le groupe Terre ont décidé de modifier leurs outils de communication vers une publication digitale, adaptée à l'évolution de notre société en matière d'information. Autre Terre a toutefois fait le choix de maintenir une publication papier en lui donnant une nouvelle orientation. Dès lors, en 2019, la revue deviendra une publication propre à l'ONG. Nous vous proposerons une nouvelle version plus légère, plus concise et plus factuelle, davantage axée sur les projets dans le Sud tout en conservant le lien avec les thématiques du groupe.

Pour ce dernier numéro de l'année, nous avons voulu marquer le tournant en jetant un « coup d'œil dans le rétroviseur ». Nous souhaitons vous partager le parcours d'Autre Terre depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui. Autre Terre qui, en tant qu'organisation, existe depuis 2000, est devenue « majeure » en 2018 : elle a connu l'enfance et ses apprentissages, l'adolescence et ses remises en cause. Elle entre à présent dans l'âge adulte avec ses convictions ancrées et sa volonté d'adapter ses activités à un monde en perpétuel changement. Tout au long de votre lecture, vous découvrirez quelques dates clés de son histoire, relatée par des témoignages de personnes qui l'ont vécue.

Autre Terre est avant tout une organisation apprenante, qui a évolué au fil de ses nombreuses rencontres et interpellations tant dans les pays du Sud qu'en Belgique et en Europe. La logique quelque peu directive du départ « exécuter nos projets » a fait place à une logique de co-construction participative basée sur l'apprentissage, le partage d'informations et la valorisation des savoir-faire locaux. Non plus « pour » mais « avec » nos partenaires et à partir de nos expériences respectives, nous continuons le combat sur des enjeux locaux mais aussi sur des enjeux désormais mondialisés : plaidoyers pour la justice climatique, l'accès équitable aux ressources, l'agriculture familiale durable, la démocratie participative, etc.

De façon déterminée et lucide, humble et tenace, renforcés par d'autres organisations, et grâce à votre soutien indispensable, nous continuerons à donner le meilleur de nous-mêmes pour qu'advienne une « Autre Terre ». |

Dominique Evrard,
Président d'Autre Terre asbl



2018

De sa naissance à aujourd'hui... le parcours d'Autre Terre



1960

On était de bonne volonté

Daniel D'Ambrosio,

chargé d'éducation permanente, Groupe Terre asbl

Et si on remontait le temps pour se retrouver dans les années 60, à l'aube des tout premiers projets de Terre dans le Sud ? Se plonger dans cette période, c'est un peu comme ouvrir une boîte à souvenirs dans laquelle on trouverait un fatras de rencontres, lectures, soutiens et opportunités, mais surtout une volonté inébranlable de détruire la pauvreté et la misère.

Nous sommes au début des années 60. Depuis plus de dix ans, quelques volontaires, sous la houlette de William Wauters, se mobilisent pour venir en aide aux plus démunis de l'entité de Vivegnis, non loin de Liège. Influencées par le mouvement Emmaüs, ces personnes organisent régulièrement des ramassages de vêtements, papiers et métaux leur permettant de mettre en œuvre des actions de solidarité pour les plus démunis du village.

Les premières initiatives

Du haut de ses 83 ans, Godefroid Bodeüs, surnommé « Gody », a connu de près les premiers projets de solidarité internationale de Terre. Aujourd'hui, Gody est encore très présent au sein

du groupe, particulièrement lors des assemblées générales des travailleurs et volontaires. *Je suis arrivé à Vivegnis au début des années 60. J'ai participé à mon premier grand ramassage en 1961 pour Joseph Dessart, qui était missionnaire en Bolivie. Petit à petit, des gens sont venus nous trouver pour qu'on soutienne des projets dans le Sud, notamment le service auxiliaire de missions, ou encore cette dame dont le mari était archéologue sur les ruines de Djémila en Algérie. Une équipe est allée sur place pour se rendre compte que le projet de cette dame n'était pas très clair. On a donc cherché autre chose sur Djémila. On a d'abord placé des tuyaux d'irrigation, mais cela n'a pas donné grand-chose. Puis, on s'est rendu compte qu'il y avait du plâtre. C'est ainsi*

qu'on a commencé la plâtrière. C'est également à cette époque que je me suis rendu en Inde parce que, parmi les volontaires, j'étais le seul à parler anglais. Moi qui n'avais jamais quitté la Belgique, je me suis retrouvé à Trivandrum. J'ai été accueilli par un missionnaire qui m'a fait découvrir le projet de sucrerie. Avant mon départ, on m'avait confié 50.000 francs belges à remettre sur place si le projet était intéressant. Ce que j'ai fait en quittant Trivandrum. En lisant ces lignes, on pourrait penser que si Terre décide d'aller dans le Sud, c'est peut-être moins par choix stratégique que par succession d'opportunités et de rencontres. Pourtant, la réalité est peut-être à aller chercher dans un contexte plus large. Pour Gody, on s'est tourné vers le Sud car on s'est



À la fin des années 50 et au début des années 60, on continuait à faire des ramassages, mais en même temps, on constatait que les gens allaient mieux et qu'il y avait des problèmes dans ce qu'on appelait à l'époque le tiers-monde.

rendu compte que la situation économique en Wallonie s'était améliorée. À la fin des années 50 et au début des années 60, on continuait à faire des ramassages, mais en même temps, on constatait que les gens allaient mieux et qu'il y avait des problèmes dans ce qu'on appelait à l'époque le tiers-monde.

On en parlait beaucoup à cette époque-là, notamment par l'entremise des travaux de René Dumont¹. Ajoutons à ce constat que cette période est marquée par une vague de décolonisation en Afrique. C'est aussi à ce moment qu'on voit apparaître une série d'ONG de solidarité internationale.

Une vision de la coopération

L'émergence de ces organisations non gouvernementales témoigne d'un changement de vision de ce qu'allait devenir la coopération au développement. Pour José Constant, volontaire en Bolivie à la fin des années 70, et actuel directeur financier du groupe Terre, à côté de la coopération d'état et des petites initiatives menées par des

curés et des sœurs aux quatre coins du monde, on a commencé à avoir une série des gens qui avaient une réflexion plus intégrée et davantage à vocation économique, comme SOS Faim et Îles de Paix. Terre était fort ancrée dans cette idée que si l'Europe et la Belgique commençaient à s'en sortir, c'est parce

qu'il y avait un réel élan économique. Tant que les gens n'auront pas la possibilité d'avoir accès à des revenus, ils ne pourront pas avoir accès à une série de services, comme les soins de santé par exemple. Gody ajoute que l'objectif, à travers les projets menés dans le Sud, était que les travailleurs ou les structures locales puissent se réapproprier entièrement le projet. En Algérie, la plâtrière a été remise en 1972 au gouvernement algérien et ça fonctionne toujours.

Une plâtrière, une sucrerie, des systèmes d'irrigation en Algérie... Pour être menés à bien, des projets de ce type ont besoin d'argent. Comment Terre s'y prenait-elle pour trouver les fonds nécessaires ? Pour José Constant, tout sortait des grands

ramassages. Nous avons aussi quelques sources de financement privé, comme Misereor² notamment. Aujourd'hui, Autre Terre appellerait cela des dons institutionnels. Nos projets ont été financés entièrement sur des fonds propres. Cela nous donnait une grande liberté. On réalisait les projets que l'on voulait où on voulait. Nous n'avions de comptes à rendre à personne. Cette situation a duré une bonne vingtaine d'années, jusqu'à ce que l'on crée Terre Tiers-Monde et Information (TTMI) en 1984. Aujourd'hui, un projet comme celui de la plâtrière de Djémila serait impossible à mettre en œuvre avec le soutien de la coopération belge.

Quand on demande à Gody quel regard il porte sur les projets de solidarité internationale dans les années 60, il répond : on était de bonne volonté, mais c'était une vision européenne. En gros, c'était : « Nous, on sait tout. Eux, ils ne savent rien. On va les aider. On va leur apprendre à travailler ». Heureusement, cette vision a changé avec le temps. Aujourd'hui, on est moins prétentieux qu'avant. On tient compte des avis des gens. On a beaucoup appris des personnes. On s'est rendu compte qu'elles pouvaient nous apporter beaucoup de choses. |

1. Agronome français (1904-2001), connu pour son combat pour le développement rural des pays pauvres et son engagement écologiste. Il est notamment l'auteur de *L'Afrique noire est mal partie*, en 1962.

2. ONG allemande



Les projets Bolivie et Pérou

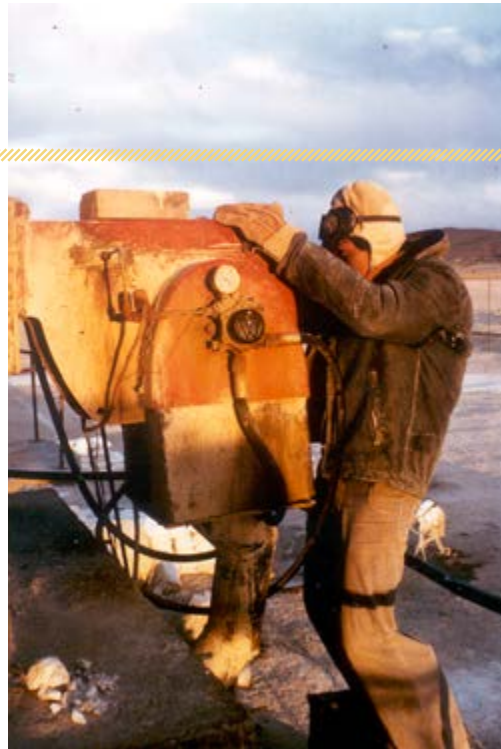
Salvatore Vetro,
ancien chargé de plaidoyer pour le Groupe Terre

C'est en 1969 que Jean-Marie Gresse¹ débarque sur le haut plateau du Nord Lipez en Bolivie, juste à côté de la frontière avec le Chili, à 3600 m d'altitude. Ce premier coopérant envoyé par Terre avait comme tâche de soutenir la production de quinoa et de démarrer une production de chaux industrielle dans une des régions les plus pauvres d'Amérique latine. Comme en Algérie et en Inde² précédemment, ces actions devaient générer suffisamment de revenus afin de permettre aux populations locales de subvenir à leurs besoins et de mettre fin à l'exode rural vers les mines et les grandes villes.

Nous retiendrons de cette période, au début des années 70, des progrès considérables dans la culture du quinoa. D'abord, grâce à l'extension impressionnante de la surface cultivée³ avec l'apport d'une mécanisation importante et ensuite par un travail minutieux de sélection du quinoa « réal », bien plus productif et résistant. Raphaël Ernst, alors volontaire pour le projet Bolivie, va organiser les communautés en coopératives (une centaine de villages dans toute la province), le tout chapeauté par une centrale de coopératives, la CECAOT, donnant aux agriculteurs la possibilité de gérer eux-mêmes leur propre développement. Il va également organiser la construction de trois fours industriels de douze mètres de haut devant fonctionner au fioul et en continu. La chaux artisanale était calcinée à l'aide d'arbustes dont l'arrachage accélérât la désertification de l'Alti-

plano. Des agronomes, ingénieurs et travailleurs compétents boliviens se sont fortement impliqués et ont largement apporté leur savoir-faire dans cette aventure au bout du monde... Les seuls moyens de communication étaient le télégraphe et le courrier qui mettait dix jours pour arriver ! La suite se résumera en une bataille permanente de défis techniques et économiques permettant le succès de ce projet audacieux. Pipo, José, Patrick et Sabine, Chantal et moi-même, et ensuite Guillaume et Chantal, recherchions des clients partout en Bolivie, au Chili, ainsi que de meilleurs rendements. Nous résolvions les difficultés de transport, développiions de nouvelles niches industrielles. Tant de défis surmontés qui font que le projet continue aujourd'hui. Guillaume est resté, entouré d'une équipe de Boliviens fort impliquée. Aujourd'hui, le quinoa atteint une rentabilité inimaginable. La CECAOT

(Centrale des Coopératives Opération Terre) est devenue une référence parmi les ONG boliviennes. Les producteurs de quinoa exportent en Europe et aux États-Unis la quasi-totalité de leur récolte à des prix incroyables. Les producteurs de quinoa ont presque tous acquis leur propre camion ! JULACAL, l'usine industrielle de calcination de chaux, quant à elle, a subi de plein fouet la chute des prix des matières premières en 1985. Les mines, principales clientes de l'usine, fermant toutes les unes après les autres, il devenait inutile d'en produire encore. C'est alors que l'on prend toute la mesure d'un projet industriel socio-économique. La chaux ne marche plus ? Qu'à cela ne tienne ! Nous produirons du ballast de chemin de fer. Il suffit de déplacer les machines de la carrière de calcaire vers un gisement de granit. Les bénéfices serviront à chercher d'autres gisements. Le lithium, tout



d'abord, nous fut rapidement interdit car considéré comme un matériau stratégique. L'ulexite⁴ ensuite nécessita la construction de l'usine

la plus haute du monde, à 5023 m d'altitude, sur l'emplacement d'un puits de vapeur géothermique. La transformation du minerai en produit fini (acide borique) se fera sur place afin de conserver la plus-value économique. Aujourd'hui, de nombreuses communautés du Lipez exploitent l'ulexite à leur profit, à

partir des lacs asséchés situés sur leur territoire. Le marché et l'opportunité découverts par le projet « Tierra »⁵ ont contribué à l'enrichissement d'une province entière. C'est ce qu'on appelle l'effet multiplicateur en termes de développement. Nous voyons aussi se développer ce qu'on appelle « l'économie du milieu », c'est-à-dire ce qui bouge en amont et en aval de l'activité : tout ce qui concerne la sous-traitance, les transports, les investissements en machine... et qui rend une région dynamique. Certes, les aléas du marché subsistent mais l'équipe de dirigeants de Tierra continue à se battre pour préserver les centaines d'emplois qu'ils ont contribué à créer.

Nous résolvons les difficultés de transport, développons de nouvelles niches industrielles. Tant de défis surmontés qui font que le projet continue aujourd'hui.

Qui sont les propriétaires des projets industriels et générateurs de revenus laissés par Terre ?

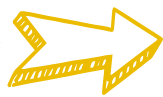
Un projet de développement industriel doit rester la propriété de la communauté. Lors de la remise du projet à la population locale, il faut absolument éviter que des individus

se partagent le matériel installé. En Belgique, Terre est parvenue à créer un groupe d'économie sociale au capital impartageable grâce à une structure construite en cascade où les travailleurs prennent les décisions en assemblée générale de manière démocratique et participative, sans pour autant être propriétaires. Mais le problème se pose chaque fois dans les pays du Sud. Or, lors de mon arrivée en Bolivie, en 1979, Pipo que je venais remplacer partait pour le Pérou dans le projet développé par Terre à Cajamarca afin d'aider ses membres à résoudre leurs problèmes de gouvernance. Il découvre qu'il existait là-bas un statut extraordinaire de société commerciale

appelé : Empresa de Propiedad Social (EPS). Exactement ce dont avaient besoin les entrepreneurs désireux de faire progresser la communauté. C'est à partir de cette découverte que Terre décide, fin des années 80, de promouvoir un statut d'Entreprise à But Social en Belgique. Les démarches aboutiront avec l'arrêté royal voté en 1995 instituant en Belgique la Société à Finalité Sociale (SFS). Entretemps, les différents gouvernements néo-libéraux péruviens qui se sont succédé ont aboli cette loi très novatrice.

En Belgique aussi, le gouvernement actuel se prépare à supprimer la SFS, estimant qu'il ne sert à rien de vouloir faire du social à partir d'activités économiques... Peut-être devraient-ils lire cet article pour s'en convaincre ?

1. Lire aussi une interview de Jean Marie Gresse dans le trimestriel Terre N° 110 (Automne 2005) « L'entreprise, une idée à développer ».
2. Premiers projets industriels réalisés dès le début des années 60
3. Nous serions passés de 1.500 à 3.000 hectares cultivés, selon une étude réalisée par Caritas Danemark en 2006.
4. Minerai de bore déposé en couches épaisses sur le fond de lacs asséchés
5. C'est le nom que les Boliviens ont choisi pour continuer les activités industrielles.



1990

La naissance et le développement du partenariat

Interview de Quentin Mortier,
ancien Président d'Autre Terre

Après un stage d'observation participante et un premier contrat de travail au sein de Terre asbl, Quentin Mortier, sensible à la coopération, s'est investi dans le « comité projet » du groupe Terre. Avec d'autres travailleurs et quelques personnes externes, celui-ci réalisait le suivi à distance des projets de coopération existants. Plus tard, il rejoindra l'équipe permanente de l'ONG Terre Tiers-Monde et Information (TTMI), qui sera par la suite renommée « Autre Terre ».

Quels ont été les grands tournants de la coopération menée par le groupe Terre à l'époque ? En quoi ont-ils été déterminants dans l'approche du travail d'Autre Terre jusqu'à aujourd'hui ? Quelques réponses dans cette interview.

Quand et comment est apparue la notion de projets en partenariat ?

C'est au retour d'une mission aux Philippines, premier projet venant en appui à un partenaire existant, que la réflexion est née : « travailler avec des partenaires modifie le sens et les modalités de la coopération. Cela nécessite des adaptations tant au Nord qu'au Sud ». À l'époque, TTMI comptait un seul salarié (et un comité de bénévoles) et était de plus en plus interpellée par les associations locales partenaires qui s'interrogeaient sur la meilleure manière de suivre au Nord des projets de coopération menés principalement par eux

dans le Sud. C'est à la suite de cette mission que TTMI s'est professionnalisée et a changé de nom. Ce fut le début de l'ère actuelle de partenariat. Après le projet lancé aux Philippines, il n'y a plus eu de projet sans partenaire dans le Sud.

Parallèlement, de nombreuses questions se sont posées : de quelle manière trouver un partenaire ? Que faire pour l'appuyer ? Quelle sera notre plus-value ? Est-ce juste du financement ou autre chose ? Est-ce que le partenaire apporte aussi quelque chose à l'ONG du Nord ? Quel type de coopérant faut-il, et en faut-il ? Avec quels rôles ? Etc.

En quoi ce tournant va-t-il être décisif dans la façon de faire de la coopération au sein du groupe Terre ?

L'idée de nouer un partenariat avec une structure existante était révolutionnaire... Même si elle visait déjà la responsabilisation des structures locales, Terre, depuis longtemps, envoyait des coopérants pour développer des entreprises sociales dans le Sud en suivant des directives qui venaient essentiellement de Belgique. Dans l'optique de partenariat, il ne s'agissait plus de piloter de l'extérieur des dynamiques au Sud avec des coopérants formés en Belgique. Cela diminuait notamment le risque de conflits avec des structures

locales où le coopérant était à la fois dans une perspective de « dirigeant » et dans une perspective de « désengagement ».

Comment cette notion de partenariat s'est-elle mise en œuvre ?

Il y a eu plusieurs réunions annuelles au siège avec les coopérants pour redéfinir progressivement la méthodologie et les conditions du partenariat. Cela a eu pour effet :

1. La création de relations entre les partenaires au Sud : plusieurs partenaires au sein d'un pays ont eu l'idée de tisser des liens et de créer des échanges entre eux. Cela a notamment abouti à la création d'une coordination régionale en Afrique de l'Ouest qui travaille avec un ensemble de partenaires.
2. Un renversement du sens de la coopération avec des apports du Sud vers le Nord : les partenaires étaient inclus dans l'élaboration de stratégies et d'activités Nord. Ce fût le cas par exemple lors de la création de pièces de théâtre-action avec des partenaires Sud et leur diffusion au Nord pour porter des messages communs. Cela symbolise bien l'approche différente de la relation non plus considérée comme à sens unique, mais plutôt d'égal à égal. L'innovation s'est poursuivie avec la création de « L'Autre Semaine » (réunion annuelle des coopérants et de certains partenaires), où encore aujourd'hui, chez Autre Terre, le Sud est impliqué dans le partage de réflexion sur nos stratégies de coopération.
3. Le développement de partenariats dans le Sud au niveau de l'activité

de friperie de Terre asbl : une première expérience commerciale s'est établie entre un partenaire Sud au Burkina Faso et Terre asbl. Cette expérience a, semble-t-il, inspiré une stratégie générale en la matière (avec notamment l'embauche d'un employé du réseau européen TESS basé à Ouagadougou).

Qu'est-ce que cette approche a changé au sein de l'équipe d'Autre Terre et dans le choix de ses partenaires ?

Il y a eu une meilleure identification

des partenaires. La question de savoir comment naissent des dynamiques d'économie sociale et solidaire n'est pas simple en Belgique comme dans le Sud. Le nombre de partenaires potentiels dans le Sud est énorme. Le choix s'est porté petit à petit sur des partenaires ayant un potentiel de gestion économique de projets d'économie sociale. En outre, même si ce n'est peut-être pas un choix raisonné, il s'est fait que nous avons travaillé avec plusieurs coopérants vivant déjà sur place et connaissant donc bien la société locale, ce qui a





facilité les identifications ultérieures. Pour ces coopérants (et au final les partenaires), l'enjeu devenait alors de bien comprendre qui nous étions au Nord pour faciliter les échanges et le choix des partenaires Sud. Ce qui est quand même un renversement original des perspectives.

En quoi est-ce qu'Autre Terre a apporté quelque chose de nouveau ?

Apporter la plus-value de l'économie sociale tout en respectant le contexte local, c'est un vrai métier. Par exemple, les dynamiques participatives ne sont pas les mêmes au Nord et au Sud. On ne peut pas affirmer que la démocratie est un concept universel qu'il suffirait d'appliquer partout de la même manière. Cela se joue dans la sélection du partenaire et dans la connaissance du contexte. Cela devient un des rôles du coopérant de pouvoir influencer sur la dynamique locale dans ce domaine.

Peut-on dire que la place des coopérants est déterminante pour Autre Terre ?

Oui, cela fait indéniablement la particularité d'Autre Terre. Si les coopérants n'ont pas réponse à tout et ne peuvent être compétents dans tous les domaines, ils peuvent sélectionner les acteurs qui vont renforcer les partenaires et nous permettre de mieux les connaître. On se rapproche de l'égalité entre partenaires en mettant en relation des structures plus ou moins égales en termes de poursuite d'une économie plus sociale et solidaire.

Qu'est-ce que cela change au niveau de l'autonomie du partenaire ?

Il faut en effet arriver à se rendre dispensable. Dans le domaine de l'économie sociale, cette autonomie atteinte ou non peut être observée, avec la pérennité de dynamiques économiques. Mais il ne faut jamais perdre de vue qu'en Belgique, l'autonomie financière des entreprises

sociales passe aussi par une hybridation des ressources selon le secteur d'activité. Certaines entreprises sociales nécessitent à juste titre une intervention financière publique à côté de ressources marchandes. D'autres moins. Or, les contextes de nos partenaires au Sud sont rarement propices au développement de financements publics locaux.

Le travail de plaidoyer pour la reconnaissance et le soutien à des structures d'économie sociale au Sud est indispensable. C'est un des rôles des coopérants d'Autre Terre que de le faire, en lien avec les partenaires Sud, tout en s'appuyant sur des exemples au Nord qui permettent de démontrer la plus-value sociétale.

Pour toi, quelles sont les questions qui continuent à se poser aujourd'hui en matière de partenariat ?

Je pense qu'il reste la question du dénominateur commun entre des pays avec des contextes très différents : l'économie sociale, son histoire, les exemples de pratiques sont différents. La question étant de savoir si on arrive à s'entendre avec nos partenaires Sud sur ce que l'on voit derrière l'économie sociale et solidaire. Cela doit faire l'objet d'une progression commune pour s'approprier ces mots et si possible les transformer en réalité. |

Propos recueillis par Claudia Marongiu

D'une coopération « pour » à une coopération « par »...

L'exemple d'Assador à Tessalit

Dans les années 90, un enchaînement d'événements va amorcer une véritable révolution interne dans la façon dont Autre Terre (anciennement appelé Terre Tiers-Monde et Information) conçoit les projets. Raphaël Ernst, alors directeur de l'ONG, fut un témoin privilégié de cette époque.

Dans les années 80, les projets de coopération au développement étaient encore conçus et pilotés directement depuis la Belgique. Ce fut notamment le cas du projet de plâtrière à Tessalit en plein désert malien. Pourquoi avoir choisi de s'installer dans cette zone si isolée ?

On travaillait déjà en Algérie dans une exploitation de gypse permettant de produire du plâtre. On cherchait à installer une plâtrière du côté du Mali et le gouvernement malien nous avait indiqué que la région de Tessalit recelait de grandes quantités de gypse. On y a donc installé une plâtrière. À l'époque, on achetait le matériel en Belgique et tout cela partait par route à Tessalit. Ça créait un incroyable enthousiasme dans les ateliers ici en Belgique. Les travailleurs s'investissaient concrètement pour les chargements et la préparation du matériel. On invitait la presse pour voir le départ des camions et des



volontaires vers le Mali.

C'était à l'image de nos projets de l'époque. Le projet était conçu depuis la Belgique. On créait même de toute pièce l'association locale à qui on allait remettre l'activité à la fin du projet.

Mais la plâtrière de Tessalit a connu un coup d'arrêt brutal...

Oui. En 1992, les Touaregs se sont rebellés contre le gouvernement

malien. Notre plâtrière en a fait les frais et a été complètement détruite. Pour les travailleurs sur place, c'était une véritable catastrophe. On a dû faire revenir les volontaires de Terre en urgence.

Quelques années plus tard, les anciens travailleurs maliens de la plâtrière ont créé une association locale nommée « Assador » et nous ont recontactés pour relancer un projet à Tessalit.



On s'est petit à petit orienté vers le maraîchage. C'était notre première expérience d'agriculture en Afrique. À la même époque, on se lançait aussi dans l'agriculture aux Philippines, poussés dans le dos par notre partenaire local, PDG. Au point de départ, on voulait absolument faire une entreprise comme on faisait d'habitude puis, petit à petit, ils nous ont conduits à un projet sur l'agriculture. C'est PDG qui nous a poussés à respecter les besoins des partenaires et nous a sensibilisés à l'agroécologie.

De projets industriels où tout était imaginé depuis la Belgique, on passait à des projets agricoles gérés directement par des associations locales.

Tout à fait, cela a d'ailleurs été difficile

à faire accepter chez Terre. Auparavant, les travailleurs pouvaient s'identifier fortement aux projets dans les pays du Sud. Ils étaient plus proches d'une logique industrielle. Par la suite, l'agroécologie a permis un pilotage des projets directement par les associations locales car, pour notre part, on n'y connaissait rien. Les associations locales savaient quoi faire et comment le faire, nous, on devait faire confiance. Ce fut difficile à faire passer et cela a malheureusement créé un fossé entre les travailleurs de Terre et les projets.

C'était un moment de remise en question au sein d'Autre Terre. On voulait mettre en œuvre d'autres types de projets basés sur l'expertise locale et sur les besoins exprimés par les bénéficiaires.

Un cap difficile à franchir mais qui s'est révélé positif par la suite ?

La façon dont on a rebondi au Mali est géniale : cela nous a permis de soutenir davantage d'associations locales et de manière beaucoup plus durable. À y réfléchir, on a fait le bon pari car l'agroécologie est maintenant reconvenue et mise en avant par toutes les grandes organisations internationales. Chez Terre aussi, le chemin parcouru est assez incroyable car maintenant les travailleurs lancent leurs propres projets de jardinage à Couillet et aux Hauts-Sarts. Les mentalités évoluent ! ■

Propos recueillis par Benoit Naveau



2000

Autre Terre ? On ne l'a pas vue grandir !

David Gabriel,
coordinateur du partenariat Sud

Autre Terre, c'est une ONG « de zoning ». Située au cœur des Hauts-Sarts et logée plus précisément dans les bâtiments de Terre asbl, elle porte en elle tous les germes de l'entrepreneuriat social.

Deux fois par mois, notre équipe est en réunion dès 7 h 30 du matin, en compagnie d'une bonne centaine de collègues qui vont ensuite s'échapper de la salle en vitesse pour collecter les matériaux recyclables à bord de leurs camions ou trier les morceaux de vêtements qui les attendent dans les ateliers.

Cela confère à notre ONG un côté très concret et opérationnel. Impossible d'oublier les impératifs de production lorsqu'on vit à côté d'une unité de tri qui voit passer 250 tonnes de papier par jour.

Et puis il y a également une certaine légitimité à parler de gestion participative quand on la vit au quotidien.

Depuis son changement de nom, Autre Terre n'a cessé d'évoluer. Encouragée par ses premières expériences de partenariat elle a poursuivi dans cette voie et dénombre 34 partenaires soutenus depuis l'an 2000 dont 24 en Afrique. Il y en a encore 18 qui sont appuyés actuellement au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et au Pérou.



D'une personne à temps plein, notre petite ONG compte maintenant une quinzaine de personnes salariées dont deux coopérants présents dans le Sud, assistés de trois chargés de mission engagés au sein des pays dans lesquels nous sommes présents. Ils composent les coordinations régionales de l'ONG au Pérou (deux personnes) et en Afrique (trois



personnes). Ces coordinations ont un rôle d'accompagnement des partenaires depuis la conception des programmes jusqu'à leur mise en œuvre et ensuite leur autonomisation.

Poussée par un processus de réflexion permanent, inspirée entre autres par ses partenaires du Sud, Autre Terre s'est redéfini une charte, puis une seconde ainsi que des axes d'intervention que sont l'agroécologie, la gestion des résidus recyclables et en toile de fond, l'économie sociale. Mais de façon plus opérationnelle, nous préférons maintenant parler d'entrepreneuriat social. Cela aide les partenaires à comprendre la façon dont ils peuvent se réapproprier des chantiers comme le fonctionnement démocratique d'un groupe de producteurs, la gestion d'une unité économique en ayant une transparence sur les aspects financiers, la bonne gouvernance de leur structure...

De plus en plus, les programmes vont nous conduire à nous spécialiser dans des approches filières complexes permettant aux personnes soutenues de

produire de façon efficace et écologique, mais également de trouver de la valeur ajoutée en transformant leurs produits et en les écoulant sur des marchés porteurs.

Il y a un temps pour la relation de partenariat mais aussi un temps pour la mise en place de modèles entrepreneuriaux durables qui permettront aux personnes soutenues de créer leurs propres emplois et d'améliorer leurs conditions de vie.

Et cela nous a également conduits à réfléchir notre action au départ des producteurs ou récupérateurs eux-mêmes. Les ONG d'appui étaient – et restent encore, surtout en Afrique – un passage obligé pour toucher un grand nombre de personnes mais ces dernières, se structurant toujours davantage, ont créé des organisations de producteurs ou de récupérateurs qui peuvent prétendre à une collaboration et à un financement direct.

C'est le cas du Pérou où nous sommes passés d'un soutien à trois ONG d'appui à un accompagnement direct de quatre organisations de pro-

ducteurs/récupérateurs. Il ne reste plus dans ce pays qu'une ONG en partenariat avec Autre Terre.

C'est aussi de son environnement direct qu'est venu le changement. En Province de Liège, l'ONG a voulu s'inscrire pleinement dans son réseau en vue d'apporter son soutien et son approche aux structures présentes et en devenir. Fort encline à parler récupération en puisant ses exemples dans les initiatives du groupe Terre, il lui tenait à cœur de rendre compte également de l'importance de son appui aux activités agroécologiques. C'est ainsi qu'en Belgique, elle assume cette part importante de son identité en s'inscrivant dans des actions sur ce thème, que ce soit en nouant un partenariat privilégié avec Les Compagnons de la Terre (coopérative liégeoise de production agroécologique) ou en devenant cofondateur de la coopérative Les Petits Producteurs. Aujourd'hui elle s'inscrit également dans les mouvements « Agroecology in action », la « Coalition contre la faim », « Nourrir Liège » et elle coordonne le Festival Alimenterre sur Liège, lui-même porté par une série d'organisations.

De l'extérieur toujours, et en particulier de la Coopération belge, sont venues des injonctions qui se sont avérées très porteuses. Suivant l'adage « À chaque Ministre sa réforme », la coopération au développement en a connu plus souvent qu'à son tour. Promulguée dans un souci d'efficacité, la dernière en date a eu cela d'intéressant qu'elle a invité les ONG à se regrouper pour présenter des programmes communs. Elle a donné l'impulsion nécessaire à Autre

Terre pour se tourner structurellement vers certains de ses pairs et imaginer un programme allant au-delà de petites synergies ponctuelles.

C'est en 2017 que l'ONG a établi un partenariat avec SOS Faim et Îles de Paix en vue d'introduire un programme commun auprès de la Coopération belge, portant le nombre de partenaires à 70 au sein de douze pays d'intervention pour un montant de 48 millions d'euros sur cinq ans. Mais cette évolution est surtout remarquable pour les rencontres, les réflexions permanentes et les échanges de bonnes pratiques qu'elle permet entre les trois entités, que ce soit au Nord ou dans les pays où elles sont actives.

Un tel programme nécessite un cofinancement conséquent de la part d'Autre Terre qui a la chance d'être soutenue par des donateurs réguliers et d'être fidèlement appuyée par une bonne centaine de volontaires. Ceux-ci viennent clairement renforcer l'équipe. Brocantes, ventes de jacinthes, d'œufs de Pâques et autres tris de matériaux valorisables sont les actions qui jalonnent leurs années de travail au côté de l'ONG.

Tout cela participe à améliorer les revenus des milliers de familles dans le monde.

À dix-huit ans, la petite ONG serait-elle devenue une fille majeure et rangée... ? Rassurons-nous, elle a encore en elle tous ses rêves et sa ténacité d'adolescente. Elle veut en découdre avec le monde et compte bien poursuivre ses idéaux pour que la transition vers une Autre Terre soit bien réelle. ■

La professionnalisation des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire

Il y a toujours eu de la sensibilisation au sein du groupe Terre. Ces activités nous permettent encore aujourd'hui de faire comprendre aux citoyens que, derrière nos activités, nous visons à donner une place à chacun dans la société et que nos comportements et attitudes ont un impact direct sur le Sud. Promouvoir l'économie sociale et solidaire en restant

accessible à tous n'a jamais été simple. Lorsque nos partenaires Sud nous ont soufflé l'idée de création théâtrale en partenariat, cela nous a permis de transmettre un message commun au Nord comme au Sud. Avec les années et la professionnalisation des programmes d'Autre Terre, nous avons développé d'autres stratégies. Aujourd'hui, nous accordons autant d'importance à la mobilisation qu'à la sensibilisation. Par exemple, nous venons de lancer le projet « Les quatre saisons de l'économie sociale et solidaire » qui invite des groupes de jeunes à se mettre en projet pour soutenir des actions de développement. ■

Cinzia Carta

Retrouvez l'offre éducative d'Autre Terre sur le site www.autreterre.org





2018

Et pour la suite ?

Vincent Oury,
directeur d'Autre Terre

Si la mission d'Autre Terre demeure inchangée depuis de longues années, les activités réalisées ainsi que la manière de les réaliser ont sensiblement évolué au fil du temps. Pour terminer ce numéro « rétroviseur », je vous propose de nous projeter dans l'avenir et d'aborder en quelques mots les défis qui attendent votre ONG.

Si ces défis peuvent venir de différents horizons, j'ai choisi de me limiter ici aux évolutions attendues en termes d'activités. En effet, la coopération au développement est un secteur en perpétuelle évolution, qui requiert de nous remettre régulièrement en question afin d'adapter nos stratégies et par conséquent les activités que l'on met en place.

Agroécologie

Sur le plan de l'agriculture, Autre Terre intervient de longue date sur l'ensemble des filières soutenues (du champ à l'assiette) en finançant la formation des producteurs, la mise en place d'unités de transformation, de restaurants, l'obtention de labels... Il me semble que nous devons à l'avenir renforcer l'accompagnement de nos partenaires au niveau de la commercialisation et la création de réseaux de distribution : création de marques, amélioration de la qualité des produits, déclinaison des produits en gammes attractives, identification de clients importants, etc. Aussi, plusieurs producteurs,

principalement au Pérou, entament aujourd'hui des démarches de vente au niveau international dans le cadre du commerce équitable. Autre Terre privilégiait jusque là le circuit court ; le commerce équitable revêt cependant une série d'avantages pour nos producteurs : développement du marché lorsque le marché local arrive à saturation, amélioration de la qualité des produits et des méthodes de production pour répondre aux exigences des acheteurs internationaux, diversification de la clientèle... Autre Terre est donc amenée à se prononcer rapidement sur la question et déterminer le rôle qu'elle entend jouer dans ce développement.

Gestion des déchets

En matière de gestion des déchets, nous avons jusque là principalement travaillé avec des groupements de recycleurs-euses et des associations de quartier. Nous devons maintenant intensifier le travail avec les communes, acteurs clés de l'assainissement des villes et villages où nous sommes présents. Le partenariat noué avec le CEAS Burkina dernièrement, qui regroupe sept communes

au sein d'un même programme, est à la fois une formidable opportunité pour peser face aux communes et un exemple à reproduire.

Plaidoyer et mobilisation

Tant au niveau de l'agriculture que de la gestion des déchets ou de l'entrepreneuriat social, il est également crucial d'intervenir auprès de nos partenaires et des groupements qu'ils appuient afin de renforcer leur capacité de plaidoyer et de mobilisation. Ainsi, ils pourront veiller à obtenir et maintenir un cadre favorable à leur activité et défendre les valeurs que nous partageons : l'agroécologie et l'agriculture familiale ; l'économie sociale en général et en particulier des entreprises de gestion des déchets permettant à leurs membres et travailleurs de faire entendre leur voix.

Luttes au Sud et au Nord

Dépasser le transfert d'argent Nord-Sud pour aller vers un échange entre organisation « du Nord et du Sud »... Devant le constat généralisé d'un système alimentaire industrialisé à l'échelle mondiale qui est une catas-



Bien entendu, d'autres défis nous attendent... Il nous faudra, pour y répondre, mettre en place des outils et des pratiques de gestion solides afin d'absorber ces changements, en veillant à ne pas y perdre notre âme.

trophe pour l'environnement et les hommes, l'agroécologie constitue une solution au Sud comme au Nord. Les combats des uns peuvent inspirer et appuyer les combats des autres. Nous pourrions certainement, ici en Europe, nous inspirer à l'avenir des capacités de mobilisation de nos partenaires burkinabé.¹

En Belgique ?

En Belgique également, nos activités sont amenées à évoluer. Depuis deux ans, Autre Terre s'est dotée d'un nouveau logo, de nouveaux outils de communication (nouveau site, présence renforcée sur les réseaux sociaux...) L'idée était (et reste) de renforcer l'image et la visibilité d'Autre Terre, tout en maintenant un lien fort avec le groupe Terre. Si nous voulons que notre message de justice sociale et de solidarité ait le plus d'impact possible, il faut qu'il soit entendu, compris et soutenu par le plus grand nombre. Nous devons donc veiller à l'avenir à élargir ou renouveler le cercle des personnes qui nous soutiennent, à intensifier nos échanges avec elles et leur offrir des propositions claires de combat à nos côtés.

Bien entendu, d'autres défis et modifications nous attendent. Je vous ai ainsi épargné la liste des modifications déjà en cours ou à venir en termes de réglementation et de subsides : réforme des APE (Aide à la Promotion de l'Emploi), intégration de l'ASBL au sein du code des sociétés, future nouvelle réforme de la coopération... Il nous faudra pour y répondre mettre en place des outils et des pratiques de gestion solides afin d'absorber ces changements, en veillant à ne pas y perdre notre âme.

En matière de finances également, notre ONG devra se montrer inventive et entrepreneuse pour pallier notamment la diminution annoncée des financements publics. La liste est encore longue. Mais si longue soit-elle, j'ai la conviction qu'elle n'entamera en rien notre détermination à aller de l'avant et à trouver les moyens intellectuels, financiers et matériels de poursuivre la vision que nous partageons avec le groupe Terre : *participer à la création d'un monde démocratique et solidaire où chaque être humain a le droit de vivre dans la dignité, de se réaliser dans le respect mutuel et celui des générations futures.* |

1. Lire à ce sujet l'article de Benoit Naveau dans le trimestriel Terre N° 160 (Printemps 2018) « Monsanto au Burkina Faso, Tromperie et résistance ».

Hommage à Ben Ramos, avocat et défenseur des Droits de l'Homme



Nous apprenons avec stupeur et énormément de tristesse l'assassinat de Ben Ramos, **directeur de notre association partenaire philippine « PDG »** et grand défenseur des droits des paysans sans terre aux Philippines.

Il a été victime d'une expédition punitive ce mardi 6 novembre. L'avocat a reçu trois balles tirées par deux personnes en moto à 22 h 30 à Kabankalan. Il a été déclaré mort à son arrivée à l'hôpital dix minutes après.

Ben Ramos, âgé de 56 ans et **avocat pro deo au service des paysans sans terre**, s'était récemment engagé à apporter une assistance juridique aux familles de neuf paysans assassinés ce 20 octobre 2018. Meurtre qu'Autre Terre avait déjà fermement condamné. Ce dernier combat a précipité son assassinat, lui qui se savait menacé depuis longtemps par les milices paramilitaires œuvrant au service de grands propriétaires terriens. Homme déterminé et entièrement dévoué à la cause des paysans sans terre, il avait mis en œuvre grâce à PDG un **réseau de soutien et d'appui aux paysans afin qu'ils puissent défendre leurs droits**, récupérer des terres et mettre en place une agriculture saine et rémunératrice.

Autre Terre a travaillé en partenariat avec PDG de 1996 à 2004 pour soutenir une filière de production et de transformation de riz local à destination des familles les plus démunies de l'île de Negros. Depuis lors, les contacts ne se sont jamais rompus et Autre Terre continue à accompagner PDG dans ses différents combats, notamment via la publication d'un livre intitulé « Histoire de Lutte », un titre qui prend une signification lourde de sens à l'aune de ce récent drame.

Autre Terre et Groupe Terre asbl condamnent fermement ce crime effroyable contre Ben Ramos, lui qui a lutté toute sa vie pour plus de justice sociale.

Brèves

Retour sur la campagne 11.11.11 : l'interview de Benoit Naveau sur Tendances Première

Chaque année, Autre Terre participe à la campagne du c.n.c.d. 11.11.11. Cette opération rassemble des milliers de volontaires qui font vivre la solidarité dans leur commune, en Wallonie et à Bruxelles. Elle permet de sensibiliser le public belge aux enjeux de la solidarité internationale, tels que la justice migratoire ou la justice climatique.

Benoit Naveau, chargé de partenariat Afrique de l'Ouest chez Autre Terre, intervenait sur le sujet à l'émission radio Tendances Première de la RTBF.

Pour revoir le débat : <https://www.rtf.be/auvio>



RTEF.BE
Tendances Première : LE DOSSIER - Opération 11.11.11 - 29/10/2018



Opération Jacinthes

Du 07 au 23 décembre, aura lieu l'opération vente de jacinthes d'Autre Terre ! Elles vous seront proposées au prix de 5 euros par nos volontaires présents à l'entrée des magasins et églises de la région de Liège. Réservez-leur bon accueil : la vente de ces jacinthes permet de financer des projets de développement dans les pays du Sud !



JUSTICE NOW FOR BENJAMIN RAMOS

NOVEMBER 6, 2018

KABANKALAN CITY, NEGROS OCCIDENTAL

PHILIPPINES

terre

est une publication destinée à promouvoir l'économie sociale et solidaire à travers des initiatives ainsi que des réflexions du Nord et du Sud.

Abonnement gratuit sur simple demande

T : +32 (0)4 240 68 48 - E : info@autreterre.org

www.autreterre.org - www.terre.be - www.entreprendreautrement.be



Ne me jetez pas,
faites-moi circuler auprès
de vos proches !